

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11-14 octobre 2004

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 4 de l'ordre du
jour

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2004/4-D
23 septembre 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

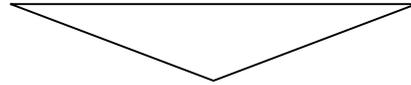
Chef du Service de l'alimentation scolaire (PSPF):	Mme A. Mitchell	tél.: 066513-2534
---	-----------------	-------------------

Chef adjoint, PSPF:	Mme A. Martin-Daihirou	tél.: 066513-3585
---------------------	------------------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note des informations contenues dans la "Note d'information sur l'alimentation scolaire" (WFP/EB.3/2004-4-D).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. En 2000, fort d'une expérience de près de 40 ans, le PAM a lancé une campagne d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Celle-ci a pour objectif d'encourager les gouvernements dans le monde entier à mettre en place des programmes d'alimentation scolaire fournissant des aliments nutritifs à tous les enfants qui en ont besoin. La présente note d'information fait le point de la campagne et des activités d'alimentation scolaire du PAM depuis mai 2002.
2. En 1999, 11,9 millions d'enfants de 52 pays bénéficiaient des activités d'alimentation scolaire du PAM. En 2000, les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont touché 12,3 millions d'écoliers dans 54 pays; en 2001, les bénéficiaires étaient un peu plus de 15 millions dans 57 pays; en 2002, le PAM a fourni des repas à 15,6 millions d'écoliers dans 64 pays. Le nombre des bénéficiaires a augmenté dans la plupart des 69 pays recevant une aide du PAM dans le cadre de l'alimentation scolaire en 2003, mais le nombre total des bénéficiaires est tombé à 15,2 millions, en raison, essentiellement, de la mobilisation insuffisante de ressources pour la République populaire démocratique de Corée et de la nouvelle méthode de classement des bénéficiaires en Inde.
3. Le G8 et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), reconnaissant l'importance de l'alimentation scolaire, l'ont inscrite parmi les interventions spécifiques à soutenir, en juin et juillet 2002, dans leur Plan d'action.

FINANCEMENT

4. Depuis 2000, la plupart des gouvernements donateurs et quelques gouvernements bénéficiaires contribuant aux activités d'alimentation scolaire du PAM, notamment les gouvernements d'Andorre, Australie, Bangladesh, Belgique, Canada, États-Unis, France, Honduras, Inde, Italie, Japon, Kenya, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse; EuropeAid et l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) ont également participé. Des contributions multilatérales non assorties de restrictions ont également soutenu les activités d'alimentation scolaire du PAM.
5. Un nombre croissant de particuliers et d'organisations ont également effectué des dons pour les activités d'alimentation scolaire du PAM. Parmi les entreprises figurent *Archer Daniels Midland*, *Cargill*, *International Paper*, *NuSkin Enterprises*, *TetraPak*, *Telecom Italia Mobile* et *TNT Post Group* (TPG) ainsi que plusieurs sociétés qui ont contribué localement au programme d'un pays. Au nombre des autres groupes ayant fait des dons, il convient de citer les organisation japonaises *Kosei Kai*, le Congrès national des travailleurs, agriculteurs et citoyens pour la protection des aliments, des forêts et de l'eau, *Rengo*, *Rissho* et *Shinnyo-en*. De nombreux particuliers ont contribué aux activités d'alimentation scolaire du PAM à travers les Amis du PAM/États-Unis, les Amis du PAM/Japon, les Postes italiennes et d'autres canaux.
6. Beaucoup de partenaires et donateurs ont contribué aux activités associées à l'alimentation scolaire. Le Projet de lutte contre la schistosomiase (SCI) a contribué au traitement anti-helminthique des écoliers bénéficiaires, par exemple, de même que le Gouvernement du Canada, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'UNICEF a également contribué à de nombreuses autres activités complémentaires, notamment la construction de latrines, l'adduction d'eau et l'éducation pour la prévention contre le SIDA; la Banque mondiale



cofinance actuellement une étude sur trois ans et trois pays concernant l'impact des activités d'alimentation scolaire du PAM dans l'école primaire.

7. Depuis 2001, année du lancement de leur initiative mondiale d'alimentation en faveur de l'éducation, les États-Unis ont été le plus gros contributeur individuel aux activités d'alimentation scolaire du PAM. En mai 2002, le Congrès des États-Unis a adopté une loi ouvrant des crédits pour le Programme international George McGovern–Robert Dole d'alimentation en faveur de l'éducation et de la nutrition infantile. Cette provision garantit un soutien continu aux efforts internationaux d'alimentation scolaire jusqu'en 2011.

PRINCIPALES REALISATIONS DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM

8. En septembre 2000, le PAM a créé une unité d'appui aux programmes d'alimentation scolaire. Les principales réalisations du Service de l'alimentation scolaire en coordination avec des partenaires extérieurs et avec les bureaux régionaux du PAM, les bureaux de pays et d'autres organismes, sont détaillées ci-dessous.

Enquêtes de référence

9. Le PAM a élaboré et mis en œuvre une enquête de référence normalisée dans chacun des 23 pays financés par la contribution des États-Unis pour 2001. L'enquête a porté sur plus de 7 000 écoles. Le Service de l'alimentation scolaire a effectué le nettoyage des données, saisi les informations dans une base de données centralisée et effectué les analyses préliminaires. Les résultats ont été partagés avec les bureaux des pays concernés. Avant février 2004, 21 des 23 pays avaient réalisé des enquêtes de suivi. La Côte d'Ivoire et le Népal n'ont pu les effectuer en raison de problèmes de sécurité.
10. Le modèle initial d'enquête de référence a été modifié sur la base de l'expérience acquise dans les 23 premiers pays et à la fin de 2003, 44 pays avaient entrepris l'enquête de référence. À ce jour, le PAM a couvert plus de 11 000 écoles. Cette année, 19 autres pays réalisent l'enquête et d'autres améliorations du modèle sont envisagées.
11. Le PAM a publié le rapport d'enquête pour les 21 premiers pays à la mi-2004. Il en ressort que les programmes d'alimentation scolaire en Afrique ont effectivement permis d'allonger la présence des enfants dans les écoles de trois jours pour les mois de forte fréquentation scolaire et de deux jours pour les mois de faible fréquentation. En Asie, l'enquête a montré que les filles ont gagné une journée d'école par mois et les garçons deux; dans les écoles aidées par le PAM en Amérique latine, les filles et les garçons ont gagné une journée d'école supplémentaire par mois entre 2001 et 2002. En extrapolant aux 15,2 millions de bénéficiaires de l'alimentation scolaire du PAM enregistrés pour 2003, ces chiffres sont impressionnants. Pour l'Afrique, les deux journées et demie gagnées par les 5,3 millions de bénéficiaires en 2003 équivalent à environ 119,3 millions de jours supplémentaires d'école par an. Ce chiffre correspond lui-même à un supplément de 662 000 années scolaires pour les écoliers de la seule Afrique. Des accroissements considérables de la fréquentation scolaire sont généralement attendus dans les années de démarrage; or, ce résultat est d'autant plus frappant que dans aucun des 21 pays concernés, l'alimentation scolaire n'était une activité nouvelle.



Nouvelle méthode de suivi

12. Le PAM a testé en 2001 une nouvelle méthode de suivi utilisant la technologie satellitaire. Neuf pays utilisent le système, cinq en sont au stade préliminaire de mise en œuvre et l'installation dans cinq autres pays est prévue d'ici à l'année prochaine. Le système fait appel à des appareils spéciaux, installés dans les écoles difficiles à atteindre. Dans ces écoles, des responsables sont chargés de saisir chaque mois les données relatives à l'alimentation scolaire, lesquelles sont transmises via le système satellitaire Argos. Un centre situé en France reçoit et collationne les données avant de les afficher sur un site web. Dans chaque pays, des fonctionnaires des ministères et du PAM, dûment agréés par le gouvernement et munis d'un code d'accès, peuvent examiner les données nationales.
13. Les données collectées sont élémentaires. Elles mettent à jour et complètent les données recueillies grâce aux enquêtes de référence du PAM et au suivi assuré par les responsables. L'objectif du PAM est d'installer assez d'appareils dans les pays participants pour obtenir un échantillon de taille suffisante pour l'établissement de rapports fiables. Les pays qui les premiers ont mis en œuvre le système commencent à utiliser les informations à des fins de gestion et pour la préparation de rapports.

Déparasitage

14. En 2001, l'OMS et le PAM, avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Banque mondiale, ont collaboré à la mise en place et au développement de traitements anthelminthiques pour des millions d'écoliers, en association avec le programme d'alimentation scolaire assisté par le PAM. Entre avril 2001 et décembre 2003, les collaborateurs ont formé 30 équipes nationales africaines comprenant des représentants du Ministère de la santé, du Ministère de l'éducation et du PAM pour mener des campagnes de traitement dans les écoles.
15. Les données provenant des bureaux de pays du PAM en septembre 2004 indiquent que le déparasitage fait désormais partie des programmes d'alimentation scolaire du PAM dans 30 pays, dont 20 en Afrique. Il ressort des statistiques annuelles pour l'Afrique depuis le démarrage de la formation aux traitements anthelminthiques en 2001 que: i) en 2002, 11 pays ont entrepris les traitements de déparasitage dans les écoles assistées par le PAM et 710 542 enfants ont été traités; ii) en 2003, 1,1 million de bénéficiaires des activités d'alimentation scolaire du PAM ont reçu un traitement dans 15 pays africains; et iii) jusqu'en juillet 2004, 1,1 million d'autres enfants dans 20 pays d'Afrique ont bénéficié de traitements anthelminthiques pendant la durée du programme. D'autres traitements sont prévus avant la fin de l'année.
16. En 2003, le PAM a reçu des fonds du SCI pour étendre ses activités de déparasitage dans trois pays. Le SCI travaille aussi avec un certain nombre de gouvernements pour élargir les programmes et atteindre tous les enfants sur le territoire national. Cette année, un don de *Cargill* finance, dans quatre pays, les traitements anthelminthiques effectués dans les écoles assistées par le PAM.
17. En 2004, le PAM a été l'un des principaux partenaires de la plus vaste campagne de déparasitage jamais réalisée. En collaboration avec les Ministères afghans de l'éducation et de la santé, l'OMS, l'UNICEF et l'ACDI, le PAM a joué un rôle important dans le traitement de 4,5 millions d'enfants contre les parasites intestinaux en Afghanistan.
18. Le PAM est un membre du Partenariat pour la lutte contre les parasites, dirigé par l'OMS.



VIH/SIDA

19. Les programmes d'alimentation scolaire fournissent une "première ligne de défense" aux efforts de prévention contre le VIH et le SIDA. L'éducation universelle et l'éducation spécifique en matière de prévention du VIH sont les meilleurs outils à l'usage des enfants et des adolescents dans la lutte contre le SIDA. Même dans les endroits les plus difficiles, les programmes d'alimentation scolaire rendent l'éducation possible —et donc une prévention efficace contre le VIH. L'alimentation scolaire peut aussi atténuer l'impact du VIH et du SIDA sur les enfants, les familles et les communautés touchées par la pandémie.
20. Le PAM s'est pleinement engagé à intégrer la sensibilisation au VIH/SIDA et l'éducation préventive dans tous ses programmes d'alimentation scolaire. L'objectif consiste à atteindre, d'ici à la fin 2005, les deux tiers des pays où le PAM réalise des programmes d'alimentation scolaire.
21. L'alimentation scolaire contribue à faire en sorte que les enfants touchés par la pandémie, en particulier les orphelins et les filles, puissent fréquenter l'école et recevoir un repas nutritif. Pour aider à combler les inégalités entre les sexes dans de nombreuses écoles et garantir que les enfants qui vivent dans des familles touchées par le VIH/SIDA puissent recevoir une instruction, le PAM fournit aussi des rations alimentaires à emporter destinées aux familles des écoliers. La nourriture apporte une aide précieuse aux ménages touchés, compense le coût de l'éducation et la perte de main-d'œuvre et de revenus causée par la scolarisation de leurs enfants et accroît les chances de ces enfants, notamment des filles, de continuer à fréquenter l'école.
22. Le PAM, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'UNICEF et d'autres partenaires dans la lutte contre le VIH et le SIDA reconnaissent que l'expansion des programmes d'alimentation scolaire présente un certain nombre d'avantages, à savoir: i) des niveaux de scolarisation légèrement accrus pour les filles, ce qui réduit leur taux d'infection par le VIH; ii) l'amélioration de l'apprentissage, de la socialisation et des réseaux de protection parmi les enfants et les adolescents; iii) des possibilités de soutien hautement ciblé pour les familles touchées par le VIH/SIDA grâce aux programmes de rations à emporter; et iv) des points d'entrée critique pour l'éducation à la prévention du VIH et du sida et pour les programmes de compétences de la vie courante et de sensibilisation communautaire.

Retour de la paix, retour à l'école

23. Le PAM concentre son attention sur les enfants qui doivent reprendre l'école après un conflit. Depuis 2001, le PAM a uni ses efforts à ceux d'autres partenaires, en particulier l'UNICEF, pour mener de vastes campagnes intitulées "Retour de la paix, retour à l'école" dans plusieurs pays: Afghanistan, Angola, Iraq, Libéria, Sierra Leone et Soudan. Une fois la paix instaurée, l'aide alimentaire fournie par le PAM ainsi que les manuels, la formation des enseignants et les divers matériels didactiques fournis par l'UNICEF ou d'autres partenaires permettent à des millions d'enfants de commencer ou de reprendre l'école. Par ce signe visible d'un retour à une situation "normale" et grâce au fait que leurs enfants sont pris en charge et reçoivent les apprentissages de base pendant plusieurs heures par jour, les parents et les communautés peuvent commencer à reconstruire leur existence et à envisager l'avenir avec espoir.



Partenariats et collaboration interinstitutionnelle

24. **Cargill.** Selon une relation de type nouveau, *Cargill* aide le PAM à mettre en œuvre un programme pilote "d'intervention minimum" avec l'UNICEF au Nicaragua. Les deux organismes collaborent pour que 60 écoles puissent bénéficier de l'enveloppe minimale d'interventions, notamment l'alimentation scolaire, les micronutriments, le déparasitage, la formation des enseignants en matière d'éducation sanitaire, l'eau propre, l'éducation à la prévention du VIH/SIDA, les jardins scolaires et la prévention de la malaria. Cette expérience fera l'objet d'un suivi pour dégager les leçons susceptibles d'être appliquées à d'autres établissements. En outre, *Cargill* contribue aux campagnes de déparasitage assistées par le PAM dans quatre pays: Côte d'Ivoire, Guatemala, Kenya et Nicaragua.
25. **L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).** Le PAM travaille avec la FAO pour améliorer et développer les jardins scolaires et les activités sur des parcelles boisées menées dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire. Les deux institutions ont formé une équipe d'intervention et communiqué conjointement avec les bureaux de pays. À ce jour, quinze pays ont reçu une aide pour mettre en œuvre des projets pilotes de jardins scolaires et cinq sont en train de planifier les leurs. La plus grande partie du financement de ces projets provient d'activités de la FAO en cours, y compris le Projet spécial sur la sécurité alimentaire et TéléFood. D'autres ressources techniques et financières proviennent du PAM et d'autres partenaires, notamment le projet de jardins familiaux de la Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), l'UNICEF, *Helen Keller International*, *World Vision*, le *Peace Corps* des États-Unis d'Amérique et le Secours mondial luthérien.
26. **Le NEPAD.** En juillet 2003, l'Équipe d'intervention contre la faim a proposé qu'en coopération avec le NEPAD, le PAM, l'UNICEF et la FAO, des programmes d'alimentation scolaire soient lancés visant à établir des passerelles entre l'alimentation scolaire et le développement agricole par le biais d'achats d'aliments produits à l'échelle nationale et locale et des jardins scolaires et de l'incorporation de l'agriculture dans les programmes académiques. La demande de produits locaux sera stimulée et déclenchera des mécanismes de marché en particulier lorsque celle-ci sera concentrée sur les zones marginales et rurales où ces mécanismes n'existent pas encore. Le PAM a accepté et signé fin 2003 avec le NEPAD un mémorandum d'accord prévoyant une coopération à des programmes pilotes pour "l'alimentation scolaire à partir d'aliments produits sur place".
27. L'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nigéria, le Sénégal et la Zambie ont été inclus parmi les pays candidats à la première phase. L'Ouganda s'est ensuite déclaré intéressé à développer un tel programme et a été ajoutée à l'initiative. Le Service de l'alimentation scolaire a fourni l'assistance technique à l'Ouganda et au Ghana au début de l'année et jusqu'à présent, le PAM a reçu des plans du Ghana, du Mali et de l'Ouganda. Une équipe de sécurité alimentaire du Nigéria a également sollicité l'assistance technique du PAM pour l'élaboration de plans pour l'alimentation scolaire à partir d'aliments produits sur place.
28. **Les organisations non gouvernementales (ONG).** Le PAM est en train de nouer des partenariats stratégiques avec des ONG, comme celui avec *World Vision*, son deuxième partenaire d'exécution. Ce partenariat est centré sur le VIH/SIDA et l'alimentation scolaire. Les activités comprennent la prévention du VIH et la sensibilisation dans les écoles et aux sites de distribution des aliments ainsi que l'exécution conjointe d'éléments du programme d'intervention minimum dans les écoles.



29. **TPG.** L'alimentation scolaire est un élément de base du partenariat institutionnel de TPG avec le PAM. Outre les dons en espèces versés par cette société en faveur de l'alimentation scolaire, les membres du personnel de TPG peuvent se porter volontaires pour servir dans des projets liés à l'alimentation scolaire et "raconter l'histoire" de leur expérience. Cinq pays participent à ce programme de volontariat. Des équipes de deux ou trois bénévoles sont affectées pour trois mois dans un pays. Ils aident les communautés à construire des fourneaux à bon rendement énergétique, des systèmes de collecte des eaux de pluie ou des cantines scolaires, par exemple, pour les écoles assistées par le PAM. Tout au long de leur stage, ils envoient des photos et décrivent leurs activités à leurs collègues du siège. Ces volontaires reçoivent une orientation avant de partir travailler dans le pays et participent à une séance de bilan au moment de réintégrer leur poste de travail. Une fois de retour, ils font part de leur expérience et s'engagent dans les activités de mobilisation de fonds de TPG au profit des programmes d'alimentation scolaire du PAM.
30. Le personnel de TPG aux Pays-Bas peut aussi se porter volontaire pour animer un jeu éducatif dans le cadre du projet "Les enfants font bouger le monde" parrainé par cette société dans les écoles néerlandaises. Les élèves des écoles primaires étudient des leçons sur le Cambodge, le Nicaragua et la Tanzanie dans le cadre de leur programme scolaire. Un module du cours est constitué par ce nouveau jeu, conçu pour aider les enfants à comprendre le problème complexe des investissements réalisés pour la santé, l'eau salubre, l'agriculture, l'alimentation scolaire et l'éducation. TPG appuie la démarche de ceux de ses employés qui souhaitent s'engager pour animer le jeu et débattre avec les élèves.
31. **L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).** Le PAM bénéficie d'un programme de coopération à long terme avec l'UNESCO. En juillet de cette année, l'UNESCO a accueilli une délégation dirigée par le Directeur exécutif, venue participer à un atelier d'une journée sur les modalités de renforcement de cette coopération.
32. **UNICEF.** De par son intérêt spécifique pour les enfants et l'instruction, l'UNICEF est sans doute le partenaire multilatéral le plus important du PAM pour les activités d'alimentation scolaire. Au cours des quatre dernières années, l'UNICEF s'est engagé à coopérer à des activités liées à l'alimentation scolaire dans plusieurs enceintes à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Deux administrateurs de l'UNICEF sont actuellement détachés au Service de l'alimentation scolaire du PAM, et l'un d'eux travaille depuis avril 2002 au renforcement de la coopération dans les pays. En mars 2004, le Directeur exécutif de l'UNICEF, Carol Bellamy, avec le Directeur exécutif du PAM, James T. Morris, et quelques hauts fonctionnaires des deux organisations ont procédé à l'examen de leurs activités de collaboration. Les deux équipes ont également étudié les possibilités de développement et d'expansion de ce partenariat. Compte tenu des succès remportés grâce aux activités d'alimentation scolaire, l'UNICEF a décidé de renouveler le financement du poste chargé de la coopération pour une année.
33. Avec l'UNICEF, le PAM a mis au point et préconisé un programme "minimum d'intervention" pour veiller à ce que les écoles assistées répondent aux conditions de base en matière d'éducation, de nutrition, de santé et d'hygiène ainsi que d'environnement. Cette approche est désormais appliquée systématiquement aux stratégies et alliances régionales d'alimentation scolaire et aux négociations qui ont lieu entre les deux organismes sur le terrain.



34. **OMS.** L'OMS est le principal partenaire du PAM pour les activités de déparasitage. Comme décrit ci-dessus, le partenariat a permis de traiter plus de 6 millions d'écoliers contre les parasites intestinaux au cours des quatre dernières années. Jusqu'à présent, les activités se sont essentiellement concentrées en Afrique et en Afghanistan.
35. **Banque mondiale.** Outre l'aide aux activités de déparasitage menées par le PAM et l'OMS, la Banque mondiale a accepté d'administrer et de cofinancer une étude globale d'une durée de trois ans portant sur trois pays, relative à l'impact de l'alimentation scolaire. Il est actuellement prévu que celle-ci se concentre sur deux pays d'Afrique et un pays d'Asie.
36. **Autres partenariats.** Le PAM installe des foyers améliorés et met en œuvre d'autres programmes environnementaux en conjonction avec ses activités d'alimentation scolaire, en partenariat avec le Programme de conservation de l'énergie de la biomasse de GTZ, le *Peace Corps* des États-Unis d'Amérique, le Centre de recherche *Aprovecho*, l'Agence américaine de protection de l'environnement, l'*Intermediate Technology Development Group* et le Ministère de l'agriculture des États-Unis. Par exemple, ce dernier a financé l'installation de foyers améliorés, les ouvrages hydriques et sanitaires, les jardins scolaires et les activités éducatives menées dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire en Bolivie, Mozambique et Tanzanie. Les programmes d'alimentation scolaire du PAM dans 13 pays comprennent des projets destinés à améliorer le rendement énergétique des fourneaux des écoles. Suite à ces activités, le PAM est devenu membre du *Partnership for Clean Indoor Air* (Partenariat pour un air de qualité à l'intérieur des locaux).

Stratégies régionales et durabilité

37. **Amérique latine et Caraïbes.** En mars 2004, le Réseau d'alimentation scolaire en latine (LA-RAE) a été officiellement lancé à Santiago, au Chili, lors d'un Congrès international sur l'alimentation scolaire. Le Congrès sur "les réseaux au-delà des frontières" a attiré plus de 700 participants provenant de 19 pays. Cet événement de cinq jours incluait une foire industrielle réunissant 40 entreprises des Amériques et des ateliers sur la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, la technologie, la programmation et les problèmes de recherche.
38. Un petit bureau à Santiago gère le fonctionnement quotidien du réseau, sous la direction du Conseil d'administration du LA-RAE. Le Conseil est composé d'un représentant pour chacun des organismes suivants: l'Association pour la nutrition scolaire (l'ancienne Association américaine de service alimentaire scolaire), la *Junta Nacional de Auxilio Escolar y Becas* (l'institution gouvernementale chilienne responsable de l'alimentation scolaire), l'Association nationale colombienne pour l'alimentation scolaire, le PAM et l'Institut de la santé d'Unilever (représentant le secteur privé).
39. En plus du Congrès, les principales activités du réseau ont été cette année l'ouverture d'un site web du réseau (www.la-rae.net), l'appui à la création de sections nationales dans la région, une formation aux moyens de communication qui s'est tenue à Panama et à laquelle ont participé des partisans de quatre pays de la région, actifs dans le domaine de l'alimentation scolaire, la mobilisation de fonds et la planification d'offres supplémentaires de formation ainsi que du prochain Congrès (qui doit avoir lieu fin 2005).



40. **Les pays du Bureau du Proche-Orient au Caire.** En 2003, le Gouvernement de l'Égypte a invité le PAM à participer à un programme conjoint d'alimentation scolaire dans la région. Le bureau régional du PAM et le Service de l'alimentation scolaire collaborent maintenant avec le Gouvernement égyptien pour mettre en œuvre une série d'activités liées à l'alimentation scolaire, qui déboucheront sur un événement spécialement consacré à l'alimentation scolaire en Égypte, en 2005. Tous les pays ou presque dépendant du Bureau régional du Caire participeront à ces activités, y compris ceux qui ne reçoivent pas l'assistance du PAM.
41. **Le Sahel.** Le Bureau régional du PAM à Dakar et le Service de l'alimentation scolaire cofinancent et mettent en œuvre des activités destinées à renforcer l'alimentation scolaire ainsi que les partenariats et activités connexes dans les neuf pays du Sahel. Outre l'existence d'une structure administrative pour entretenir le dialogue entre eux, ces pays partagent de nombreuses caractéristiques dans le domaine de l'éducation de base, de la nutrition et de la santé pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire. En collaboration avec les Ministères de l'éducation et de la santé et d'autres partenaires dans ces pays depuis 2002, le PAM a effectué une série d'examen et de consultations sur les activités d'alimentation scolaire par pays pour mobiliser une attention et des ressources accrues en faveur de ces opérations. En septembre 2003, une réunion ministérielle a lancé l'Alliance stratégique pour l'alimentation scolaire, la santé et l'éducation de base dans la région du Sahel. L'Alliance couvre les améliorations et expansions envisagées pour la période 2003 à 2015. Comme mesure de suivi de la conférence, le PAM a fourni une assistance technique pour l'élaboration de plans d'action nationaux concernant l'alimentation scolaire et les activités auxiliaires.
42. **L'Afrique australe.** En raison surtout de la pandémie du VIH/SIDA et de la récente vague de sécheresse dans la région, le PAM et l'UNICEF ont mis au point une stratégie conjointe pour s'attaquer aux problèmes d'alimentation scolaire et de santé. En 2003, des consultations par pays ont abouti, en février 2004, à une réunion de planification régionale destinée aux administrateurs de l'UNICEF et du PAM.

Durabilité

43. En 2001, le PAM a entrepris une étude théorique de la documentation disponible sur les opérations où le PAM a fourni de l'aide en matière d'alimentation scolaire et puis s'est retiré. L'étude a été suivie en 2001 et 2002 d'examen intéressant les pays suivants: Botswana, Brésil, Cap-Vert, El Salvador, Jamaïque, Namibie, Paraguay et Swaziland. Au moment de ces examens, le PAM avait désengagé son aide dans tous les pays à l'exception du Cap-Vert et d'El Salvador. Dans ces deux pays, le retrait avait été prévu sans être réalisé. Des résumés de ces examens ont été inclus dans les Rapports 2002 et 2003 du PAM sur l'alimentation scolaire dans le monde.
44. Dans les six pays d'où le PAM s'est retiré, les auteurs de l'examen ont constaté que les programmes d'alimentation scolaire avaient été poursuivis en dépit de grandes difficultés dans un ou deux cas. Pour tous ces pays, le PAM a été informé des mesures prises avant son retrait et qui avaient favorisé la poursuite des activités et des quelques situations où le PAM aurait pu mieux préparer le terrain avant de se désengager. Les enseignements tirés des examens du PAM et des études de cas d'autres organisations ont servi de toile de fonds à un document intitulé "Stratégies de retrait pour les programmes d'alimentation scolaire: l'expérience du PAM", présenté à la première session ordinaire du Conseil d'administration du PAM en 2003.



45. Le PAM entreprend aussi d'autres examens concernant la durabilité du programme. En particulier, le PAM a examiné le rôle de la création d'emplois et de profit pour soutenir durablement les programmes d'alimentation scolaire. C'est l'un des thèmes abordés lors des visites au Chili, au Japon et aux États-Unis et dans la correspondance avec les pouvoirs publics et des groupes du secteur privé dans d'autres pays, tels que la Finlande et la République de Corée. Le PAM met également à jour l'analyse des coûts d'exécution de ses activités d'alimentation scolaire sur la base des données de 2003. Selon les données de 2000, le PAM avait calculé un coût moyen journalier par enfant scolarisé de 0,19 dollar, soit 34 dollars pour l'année scolaire. L'étude actuelle, en partie appuyée par l'UNICEF, actualisera ces chiffres et, examinera d'autres coûts que ceux du PAM; elle analysera aussi, pour un nombre limité de pays, les coûts pris en charge par les gouvernements et les communautés locales dans le domaine de l'alimentation scolaire.
46. Plusieurs autres points déjà examinés dans le présent rapport abordent aussi le problème de la durabilité, en particulier pour les activités faisant intervenir des partenariats, des stratégies régionales, le renforcement des capacités et l'utilisation d'aliments produits sur place.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACDI	Agence canadienne de développement international
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Commission européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
LA-RAE	<i>la Red de Alimentación Escolar para América Latina</i> (Réseau d'alimentation scolaire en Amérique latine)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
SCI	Projet de lutte contre la schistosomiase
TPG	<i>TNT Post Group</i>
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

